



## AUGMENTATION DES PRIX DE L'ALIMENTAIRE : RELEVONS LE DEFI !

Cinq recommandations de la *UK Hunger Alliance*\* aux membres du G20

### RESUME

Trois ans après la crise des prix de l'alimentaire de 2007/2008, le coût des denrées alimentaires sur les marchés nationaux et internationaux est de nouveau en hausse. Les personnes pauvres, qui souffrent encore des impacts de la crise précédente, sont les plus affectées. En outre, les indices des prix des produits agricoles de base sur les marchés nationaux et internationaux à court terme sont de plus en plus volatiles – ce qui a une incidence négative sur les producteurs et les consommateurs. Selon certaines analyses, les prix sur les marchés internationaux resteront probablement élevés, du moins à court terme.

En 2007/2008, les ménages vulnérables avaient développé un certain nombre de stratégies d'adaptation pour faire face à l'augmentation des prix, telles que l'achat de denrées moins chères et moins nutritives pour remplacer la nourriture nutritionnelle, la limitation des dépenses essentielles telles que santé et éducation, et la vente des biens du ménage. Des études ont montré que ces stratégies avaient débouché sur une hausse des niveaux de famine, de malnutrition et de pauvreté après 2008, tendance qui se manifesterait probablement de nouveau avec la récente flambée des prix. Des spécialistes ont montré que cette année, une augmentation de 10% des prix des produits alimentaires sur les marchés intérieurs des pays en voie de développement en Asie aurait pour conséquence de faire basculer 64 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.

Ce document d'orientation se fonde sur les recommandations du rapport commandé par la *UK Hunger Alliance* : « The High Food Price Challenge: A Review of Responses to Combat Hunger »<sup>1</sup>, qui a analysé les politiques et programmes mis en œuvre pour répondre à la crise de 2008. Il fournit une information actualisée sur les augmentations de prix à échelle internationale et leur effet sur les marchés locaux, illustre les impacts de la hausse des prix de l'alimentaire sur les plus vulnérables, et critique la réponse que le G20 met en œuvre depuis 2008 pour répondre à la crise<sup>2</sup>.

La *UK Hunger Alliance* formule 5 recommandations urgentes à l'attention des décideurs du G20 et des membres du Groupe de Travail du G20 sur le Développement, visant à réduire la vulnérabilité des ménages pauvres et marginalisés vis-à-vis de l'augmentation des prix des denrées alimentaires :

- 1. Verser les sommes promises par le G8 aux pays les plus vulnérables, et amorcer un engagement post-2012**
- 2. Favoriser la protection des personnes les plus vulnérables par la mise en place d'une protection sociale large et ouverte à tous, ainsi que des interventions sur le plan nutritionnel**
- 3. Renforcer la résilience à long-terme des groupes marginalisés en investissant dans l'agriculture et les moyens de subsistance durables et à petite échelle**
- 4. Accorder les interventions dans les domaines de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et appliquer une approche nutritionnelle aux programmes portant sur la sécurité alimentaire et l'agriculture**
- 5. Coordonner des initiatives au sein du système des Nations Unies et des organisations régionales.**

\*Membres de la *UK Hunger Alliance* qui soutiennent ce projet :



## CONTEXTE :

### HAUSSE MONDIALE DES PRIX DE L'ALIMENTAIRE

En 2010-2011, après une baisse relative suite au pic de 2008, les prix de l'alimentaire sur les marchés internationaux ont de nouveau énormément augmenté, atteignant des niveaux record en février 2011. L'indice des prix de l'alimentaire de la FAO a légèrement baissé depuis le pic de février, mais demeure toutefois élevé – 37% plus élevé qu'en mai 2010. En outre, les prix de nombreux produits de grande consommation stagnent à des niveaux bien au-delà de ceux du pic de 2008, et l'augmentation de ces prix sur les marchés internationaux est souvent transférée sur les marchés locaux des pays les plus pauvres<sup>3</sup>. Certaines études montrent que les prix sont susceptibles de rester à des niveaux élevés, du moins à court terme<sup>4</sup>.

Le prix des céréales, produit de grande consommation pour de nombreux ménages pauvres, a flambé ces 12 derniers mois – le blé est 85% plus cher sur les marchés internationaux qu'en mai 2010, et le maïs, qui a connu un prix record en avril 2011, est aujourd'hui 90% plus élevé qu'en mai 2010. Le marché mondial du riz est, quant à lui, relativement stable, et le riz coûte 5% de moins qu'en mai 2010 sur les marchés internationaux. Les prix locaux atteignent néanmoins des niveaux record dans certains pays.

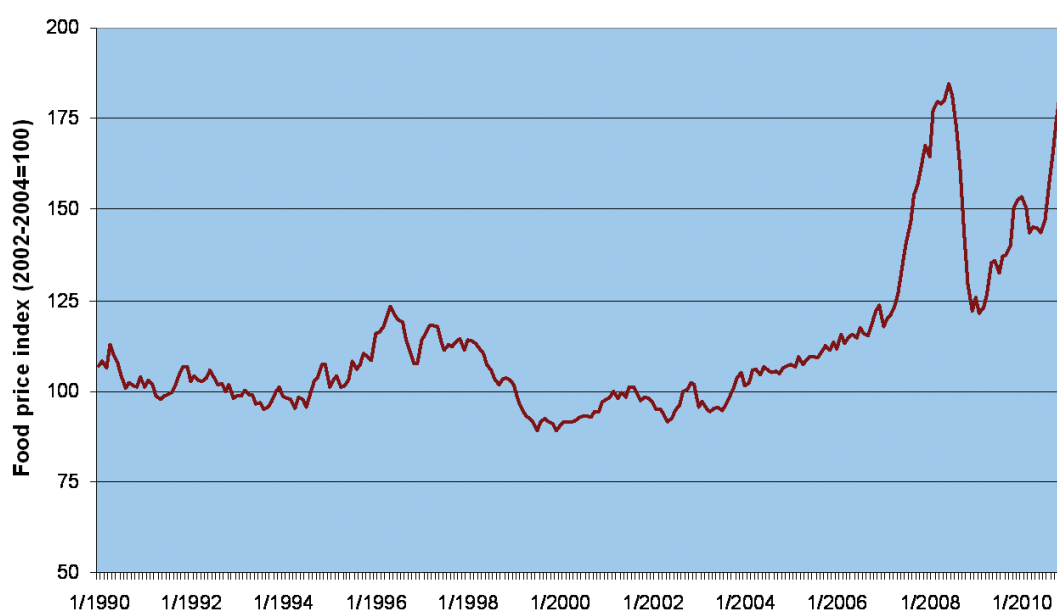
Certains pays connaissent des augmentations importantes des prix de certains produits de base, malgré une stabilisation, voire une baisse des prix sur le marché international. Par exemple, le prix du riz est légèrement en baisse sur les marchés internationaux, mais il reste pourtant bien au-delà de son niveau de 2009-2010 dans de

nombreux pays asiatiques, et atteint même des niveaux records au Vietnam ; de même en Somalie où les prix du sorgho ont atteint des niveaux jamais vus jusque là sur plusieurs marchés, malgré une baisse des prix sur les marchés internationaux<sup>5</sup>.

*« Le blé est 85% plus cher sur les marchés internationaux qu'en mai 2010, et le maïs, qui a connu un prix record en avril 2011, est aujourd'hui 90% plus élevé qu'en mai 2010. »*

Malgré la baisse des prix de l'alimentation sur les marchés internationaux depuis le pic de 2008, de nombreux pays souffrent encore des prix locaux élevés de l'alimentation, longtemps après les pics initiaux, affaiblissant ainsi la résilience des personnes pauvres face aux nouvelles hausses. Une étude menée par l'UNICEF montre que les prix locaux de l'alimentation ont baissé de moins de 10% dans 58 pays après les pics de 2008, et sont encore, à fin 2010, 55% plus chers en moyenne qu'en mai 2007<sup>6</sup>.

La volatilité des prix existant depuis 2006 sur les marchés internationaux des produits de base a également été transmise à de nombreux pays pauvres. Les prix élevés de l'alimentation ont un impact négatif sur les consommateurs et la volatilité des marchés intérieurs diminue les bénéfices potentiels issus de prix élevés pour les producteurs agricoles<sup>7</sup>. La volatilité des prix sur le court terme augmente les risques et la vulnérabilité des producteurs alimentaires et d'autres personnes travaillant au sein de la chaîne de valeur alimentaire en brouillant les signaux des marchés et compliquant la prise de décision.



Indice des Prix des aliments, FAO, juin 2011

## L'IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DE L'ALIMENTATION SUR LES PERSONNES VULNERABLES

### Stratégies d'adaptation des ménages

Dans les pays en voie de développement, les personnes vulnérables et disposant de peu de ressources dépensent entre 50 et 80% de leurs revenus en denrées alimentaires<sup>8</sup>. C'est pourquoi, si les prix des aliments sur les marchés locaux sont en hausse, les ménages verront leur pouvoir d'achat baisser, et réduiront, dans certains cas, la quantité et la qualité de la nourriture qu'ils consomment<sup>9</sup>. Les plus vulnérables aux hausses de prix sont les ménages dont le chef de famille est une femme avec des enfants, les personnes pauvres vivant dans les villes, les personnes ne possédant pas de terres et vivant dans des zones rurales comme les éleveurs et les petits agriculteurs, tous acheteurs nets de denrées alimentaires<sup>10</sup>.

Des recherches universitaires<sup>11</sup> et l'expérience des organisations composant la *UK Hunger Alliance* ont montré que les ménages avaient développé les stratégies suivantes pour répondre à la crise et à la hausse des prix de 2008 :

- Substitution de la nourriture nutritionnelle par des produits moins chers ayant une valeur nutritionnelle moindre, ou réduction du nombre de repas quotidiens<sup>12</sup>. Ces changements ont un impact direct sur l'état nutritionnel des personnes, notamment des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes, car un régime alimentaire riche en micronutriments revêt une importance particulière pour ce groupe.

*« Dans les pays en voie de développement, les personnes vulnérables et disposant de peu de ressources dépensent entre 50 et 80% de leurs revenus en denrées alimentaires. »*

### Impact sur les enfants de la hausse des prix de l'alimentaire : leçons tirées du Bangladesh

Au Bangladesh, où plus de 40% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale<sup>18</sup>, la crise des prix des denrées alimentaires de 2007/2008 a eu un impact négatif sur les enfants. Le prix des denrées alimentaires de base a augmenté de près de 50% entre 2007 et 2008, et on estime à 37% la baisse des revenus réels des foyers pauvres du Bangladesh sur la même période. A la fin de l'année 2008, une étude a montré que les enfants des foyers les plus pauvres avaient un régime moins diversifié et mangeaient au quotidien moins de repas composés d'aliments moins nutritifs.

Les familles de la communauté ont employé un certain nombre de stratégies potentiellement néfastes en réponse à l'augmentation des prix, en retirant leurs enfants de l'école, en les envoyant travailler, en vendant leurs biens de production et en réduisant leur alimentation. Très souvent, les familles pauvres ont également emprunté de l'argent pour remplacer ou compléter leurs revenus. Une recherche antérieure menée dans la région avait montré qu'ils faisaient passer en priorité le remboursement des prêts par rapport à des investissements sur les moyens de subsistance ou à des régimes plus diversifiés.

*« Les enfants des foyers les plus pauvres avaient un régime moins diversifié et mangeaient au quotidien moins de repas composés d'aliments moins nutritifs. »*

Etude de cas: Save the Children (UK), "How the Global Food Crisis is Hurting Children: The impact of the food price hike on a rural community in northern Bangladesh", Avril 2009

- Réduction des dépenses portant sur des services essentiels comme la santé pour acheter de quoi manger. Une étude menée par le PNUD a montré par exemple qu'en 2008, plus de 1 000 ménages dans les Philippines avaient fait appel à l'automédication, réduit la prise de médicaments prescrits et différé les traitements médicaux afin de répondre à l'augmentation des dépenses du ménage<sup>13</sup>.

- Vente de biens de production essentiels tels que terres, bétail, outils et autres biens appartenant au ménage, ainsi que des biens personnels tels que meubles, radios et bijoux. Une étude de l'ODI sur l'impact de la crise a montré qu'en 2008, la moitié des ménages au Burundi, au Cambodge et au Népal avait pris crédit pour acheter de la nourriture et que, dans d'autres situations, des ménages n'avaient pas pu payer des dettes contractées auparavant<sup>14</sup>.

- Augmentation du nombre d'heures travaillées au noir, y compris dans des activités à haut risque. Par exemple, une étude menée au Yémen a montré que 30% des ménages interrogés avaient dû avoir recours à « la mendicité et la collecte des ordures » en réponse à la hausse des prix de l'alimentaire<sup>15</sup>. Des études ont également montré une augmentation de la prostitution dans les zones urbaines, notamment de jeunes filles<sup>16</sup>.

- Retrait des enfants de l'école pour réduire les dépenses de frais d'inscription, ayant pour conséquence directe une augmentation du travail des enfants. Par exemple, des données issues de recherches menées en 2008 dans 5 districts du Bangladesh ont montré que plus de la moitié des ménages interrogés dans des zones rurales et urbaines avaient « retiré leurs enfants de l'école » pour qu'ils travaillent et rapportent un revenu supplémentaire au ménage<sup>17</sup>.



## AUGMENTATION DES NIVEAUX DE MALNUTRITION ET DE FAMINE ET AGGRAVATION DE LA PAUVRETE

Selon certaines études, le pic des prix de 2008 aurait augmenté le taux de sous-alimentation de près de 7% dans le monde<sup>19</sup>. En 2009, la FAO estimait que les hausses de prix des denrées alimentaires de 2007-2008 avaient fait basculer pour la première fois le nombre de personnes souffrant de la faim au-delà de la barre du milliard<sup>20</sup>.

La hausse des prix des denrées alimentaires a fait basculer de nouvelles personnes dans la pauvreté et aggravé le niveau de pauvreté de personnes déjà vulnérables. En 2008, des études ont montré que cette hausse avait causé l'augmentation du nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté à 105 millions<sup>21</sup>. Des spécialistes ont montré que si une augmentation de 10% des prix des produits alimentaires sur les marchés intérieurs des pays en voie de développement en Asie avait lieu cette année, cela suffirait à faire basculer 64 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté<sup>22</sup>.

Les pics précédents ont particulièrement affecté les enfants. Des études menées au Bangladesh, au Cambodge et en Mauritanie ont montré une hausse de 50% de la malnutrition aiguë des enfants pauvres après l'augmentation des prix de la nourriture en 2008<sup>23</sup>. Bien que l'impact de cette hausse des prix sur le retard de croissance reste flou dans de nombreuses régions, une étude de la DFID au Bangladesh a montré que les niveaux d'émaciation et de retard de croissance ont augmenté de près de 10% en 2008 par rapport à 2006<sup>24</sup>.

*« Des études ont montré que la crise précédente avait particulièrement affecté les enfants ».*

## LES PAYS LES PLUS PAUVRES ET LES REGIONS LES PLUS VULNERABLES SONT LES PLUS AFFECTES

En août 2010, les pays à faibles revenus payaient 8,3% de plus pour les denrées alimentaires que les pays à revenus moyens, à prix équivalents, ce avant même la crise actuelle. Cette différence entre les pays à faibles et moyens revenus s'est creusée et atteignait les 12,6% fin 2010, illustrant ainsi l'aggravation et l'approfondissement de l'impact sur les pays les plus pauvres par rapport aux autres<sup>25</sup>. Beaucoup de pays souffrant de la hausse des prix pendant la crise précédente étaient déjà confrontés à des taux élevés de malnutrition, tendance qui reprend avec la crise actuelle<sup>26</sup>.

Les prix élevés des denrées alimentaires ont également affecté l'économie des pays les plus pauvres, réduisant leur résilience financière à une éventuelle crise future. Par exemple, les hausses de prix ont entraîné davantage d'importations, fait pression sur des ressources financières rares et ébranlé les services publics essentiels et le financement de filets de sécurité. Elles ont exacerbé le risque d'inflation dans les pays en voie de développement, menant à une possible réponse des politiques publiques passant par l'augmentation des taux d'intérêt et le ralentissement de l'activité économique<sup>27</sup>.

### Hausse des prix et travail des enfants dans le Balochistan, Pakistan

Les hausses continues des prix des aliments en 2011 ont eu un grave impact sur la population du Pakistan, et rendu la vie de plus en plus difficile pour les personnes les plus pauvres. La situation actuelle souligne l'impact négatif que la hausse des prix des aliments a eu sur les enfants.

Adam Khan, 10 ans, éboueur, est l'aîné d'une fratrie de 5 et est, avec son père, en charge de ramener de l'argent à la maison. Adam explique : « Très souvent, mon père ne trouve pas de travail. Avant, ce n'était pas si grave, parce qu'on avait toujours des économies, mais maintenant, à cause de la hausse des prix des aliments, nous n'avons plus d'épargne ».

Les familles pauvres au Pakistan sont vulnérables à la hausse des prix, car une grosse proportion de leurs revenus est dépensée en nourriture. Dans cette situation, ils ne peuvent pas se permettre de suivre un régime équilibré, et n'ont d'autre choix que de faire appel à des substituts moins chers, moins nutritifs, ou de ne pas manger du tout.

« Il n'y a souvent rien à cuisiner à la maison, et j'ai beaucoup de chance de pouvoir me nourrir dans un centre d'[accueil de l'organisation] », explique Adam. Les effets sociaux de la hausse des prix sont particulièrement évidents au Pakistan, car l'instabilité régionale a eu pour conséquence une détérioration de l'ordre et de la loi dans certaines régions du pays. Selon les organisations membres, le stress causé par la lutte quotidienne des pauvres pour leur survie et l'instabilité sociale sont liées.

*« J'ai beaucoup de chance de pouvoir me nourrir dans un centre. »*

Etude de cas : Concern Worldwide (UK), 2011



## **MEMBRES DU G8/G20 : UNE REPOSE INADAPTEE ET MAL COORDONNEE A LA CRISE**

Les membres du G8 et du G20 ont agi, collectivement et individuellement, contre la hausse des prix des denrées alimentaires de 2007/2008 et l'instabilité. Cependant, des inquiétudes demeurent quant à la coordination, la cohérence et la transparence de ces actions.

Au sommet du G8 de 2009, les bailleurs internationaux ont accepté de dépenser 20 milliards de dollars – 22 milliards par la suite – sur 3 ans, via l'Initiative Sécurité Alimentaire de l'Aquila (AFSI) pour soutenir l'agriculture nationale et les plans relatifs à la sécurité alimentaire des pays les plus vulnérables à la volatilité des prix de l'alimentaire et à la malnutrition. Le sommet du G20 à Séoul en 2010 a également fait de la sécurité alimentaire une priorité pour ses membres, grâce à la mise en place d'un plan pluriannuel du groupe de travail du G20 sur le développement.

Au sommet du G20 de Cannes, l'équipe chargée de la sécurité alimentaire fera des recommandations pour « renforcer la cohérence et la coordination des politiques relatives à la sécurité alimentaire et augmenter la productivité agricole et la disponibilité des aliments, notamment en mettant en place des mécanismes novateurs axés sur les résultats, en faisant la promotion d'investissements agricoles responsables, en encourageant la « petite » agriculture et en invitant les organisations internationales intéressées à développer des propositions pour mieux gérer et atténuer les risques de volatilité des prix alimentaires<sup>28</sup>. » Le groupe de travail sur le développement fera également des recommandations pour renforcer les programmes de protection sociale des pays en voie de développement.

### **Les bailleurs du G8 tardent à verser l'argent promis**

Malgré les promesses du G8/G20 sur la sécurité alimentaire, un certain nombre de bailleurs du G8 tardent à respecter leurs engagements pris dans le cadre de l'Initiative Sécurité Alimentaire de l'Aquila. Le dernier rapport de redevabilité du G8 montre que, sur les deux premières années de mise en œuvre de l'initiative les bailleurs n'avaient déboursé que 22% de leurs engagements, et 26% des sommes « étaient en passe d'être dépensées »<sup>29</sup>. La France, la Russie et les Etats-Unis notamment ont tardé à dépenser l'argent promis lors de la réunion à L'Aquila, et seule une petite somme d'argent promise par les bailleurs s'est ajoutée aux financements précédents.

Le Programme Mondial de Sécurité Alimentaire et Agricole (GAFSP), établi par le G20 à Pittsburgh, avec pour objectif de transformer les promesses faites à L'Aquila en plans nationaux fondés sur le besoin (tels que niveaux de malnutrition et manque d'investissement dans l'agriculture), a également été sous-financé. A l'heure actuelle, le fonds n'a reçu que 405 millions de dollars, contre une promesse des bailleurs de 925 millions<sup>30</sup>.

### **Un focus nécessaire non seulement sur la consommation et l'utilisation mais aussi sur la production**

Une attention particulière sur le soutien à l'agriculture de petite échelle, y compris au travers de l'Initiative de l'Aquila, le GAFSP et le groupe de travail du G20 sur le développement est nécessaire. L'investissement dans l'agriculture de petite échelle et les moyens de subsistance ruraux dans les pays les plus pauvres demeure une composante essentielle de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, mais aussi du renforcement de la résilience face à une crise alimentaire future.

*« Les membres du G8 et du G20 ont agi, collectivement et individuellement, contre la hausse des prix des denrées alimentaires de 2007/2008 et l'instabilité. Cependant, des inquiétudes demeurent quant à la coordination, la cohérence et la transparence de ces actions. »*

Le soutien aux personnes pauvres et vulnérables ne doit pas s'arrêter à l'agriculture. Des études ont montré que les filets de sécurité et les schémas de protection sociale, composantes essentielles du soutien à l'accès la nourriture en cas de crise, étaient limités et faibles lors de la crise précédente, et doivent, par conséquent, être étendus d'urgence<sup>31</sup>.

En 2010, la déclaration des dirigeants du G8 a noté que « la réduction de la malnutrition est l'un des résultats principaux de notre Initiative Sécurité Alimentaire et contribuera à l'amélioration de la santé maternelle et infantile<sup>32</sup> ». A l'heure actuelle cependant, les liens entre les interventions dans les domaines de l'agriculture, les moyens de subsistance et la nutrition ont été faibles, et les bailleurs n'ont pas mesuré la contribution de leurs interventions dans le cadre d'initiatives telles que l'AFSI à des résultats positifs en termes de sécurité alimentaire ou de nutrition.

### **Manque de transparence et de coordination des interventions du G20**

La transparence des initiatives du G8 et du G20 soulève encore quelques inquiétudes. Les défauts et incohérences du système de redevabilité de l'AFSI ne permettent pas de savoir si les bailleurs tiennent effectivement leurs promesses : par exemple, les membres contribuant à l'initiative utilisent des données de référence différentes. Certains bailleurs seulement intègrent des interventions relatives aux filets de sécurité et à la nutrition dans leurs rapports. Un certain nombre de bailleurs tels que l'UE, l'Allemagne et le Japon n'ont pas indiqué s'ils avaient versé les sommes pour lesquelles ils s'étaient engagés.

De plus, les initiatives fondées sur des projets caractérisant l'action du G8/G20 postérieure à la crise alimentaire manquent de coordination, mettant ainsi à mal l'efficacité de l'aide apportée. A l'heure actuelle, les bailleurs n'ont toujours pas indiqué si les sommes engagées avaient effectivement été versées en faveur des plans nationaux des pays vulnérables, conformément à l'objectif principal de l'initiative d'origine du G8. La coordination de l'action du G8 et du G20 sur la sécurité alimentaire avec les organisations et initiatives régionales et le système onusien – entité internationale la plus inclusive et la plus transparente – n'est pas non plus très claire.



## La hausse des prix de l'alimentaire en Somalie oblige les personnes à migrer vers les villes

Dans la « ceinture du Sorgho », zone principale de production du sorgho, au sud de la Somalie, le prix du sorgho a augmenté de 80% en l'espace d'un an. Les familles, affectées par les conflits frontaliers avec le Kenya et l'Éthiopie, sont également confrontées à l'augmentation des prix du riz, du maïs et du blé. Ceux-ci ont plus que doublé par rapport à leur prix moyen sur 5 ans, et demeurent manifestement plus élevés que leurs niveaux antérieurs à la crise de 2007/2008. D'autres biens essentiels, tels que le

sucré, les huiles et les pois sont plus chers qu'avant et le prix du lait de chamelle, l'une des rares sources de calcium, a augmenté de 47% en un an, soit trois fois plus que son prix moyen sur 5 ans.

On estime que l'augmentation générale des prix mène à une baisse des revenus réels ces 12 derniers mois de près de 20%. Les familles affectées par la hausse des prix n'ont pas le choix. Certains ménages se voient obligés d'échanger leurs économies et leurs semences contre de la nourriture, réduisant ainsi les biens à leur disposition, déjà limités, et accroissant par ailleurs leur vulnérabilité. D'autres ménages répondent à l'insécurité alimentaire en migrant vers Mogadiscio et en s'exposant aux risques de violence et d'insécurité.

*« Certains ménages répondent à l'insécurité alimentaire en migrant vers Mogadiscio et en s'exposant aux risques de violence et d'insécurité ».*

Etude de cas : Action contre la faim UK

## RECOMMANDATIONS

Pour réduire la vulnérabilité des ménages pauvres et marginalisés à la hausse des prix de l'alimentation, les membres de la UK Hunger Alliance souhaitent faire cinq recommandations urgentes aux décideurs du G20 et membres du groupe de travail du G20 sur le développement :

### 1. Verser les sommes promises par le G8 aux pays les plus vulnérables, et amorcer un engagement post-2012

Au vu de l'augmentation des prix des aliments et l'instabilité persistante en 2011, les gouvernements du G20 doivent impérativement appeler à une répartition totale des engagements pris lors de l'initiative de L'Aquila. Les membres du G20 doivent en outre faire preuve de leadership, en adoptant un plan à long terme pour assurer un financement prévisible afin d'aider les pays les plus pauvres à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition après l'expiration de l'AFSI en 2012.

Les bailleurs et organisations multilatérales doivent cibler leurs investissements et dépenses sur les plans nationaux des pays les plus vulnérables à la volatilité des prix et à l'insécurité alimentaire. Cet objectif doit être recherché par les membres du G20, non seulement dans le cadre du financement de l'Aquila, mais également au travers d'initiatives existantes comme le Partenariat Mondial sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et encore le mouvement « Renforcement de la Nutrition » (SUN).

Les bailleurs du G8 et autres acteurs du G20 ayant accru leurs investissements dans l'agriculture à l'étranger (comme la Chine, le Brésil, l'Inde ou l'Arabie Saoudite) doivent en outre renforcer leur redevabilité et leur transparence. Les bailleurs et investisseurs doivent notamment fournir des informations sur la manière dont ils ont atteint les objectifs d'origine d'initiatives telles que l'AFSI, et sur leur respect des Cinq

Principes de Rome pour une Sécurité Alimentaire Mondiale Durable.

*« Les membres du G20 doivent impérativement encourager les gouvernements à la tête de populations vulnérables à investir dans des systèmes de protection sociale larges et ouverts »*

### 2. Favoriser la protection des personnes les plus vulnérables par la mise en place d'une protection sociale large et ouverte à tous, ainsi que des interventions sur le plan nutritionnel

A court terme, les gouvernements et bailleurs du G20 doivent continuer à mettre en œuvre des mesures immédiates pouvant avoir un impact direct sur l'accès des groupes vulnérables à un régime nutritionnel. Les filets de sécurité tels que transferts sociaux en espèces et ensembles d'interventions nutritionnelles directes (tels qu'apports en compléments en micronutriments, promotion de l'allaitement exclusif et gestion communautaire de la malnutrition aigüe) sont indispensables au soutien de cet objectif. Les services de vulgarisation prenant en compte les questions de genre, et la prise en compte du rôle des femmes en tant que soignantes et productrices de denrées alimentaires viennent également en appui aux questions relatives à la nutrition.

Pour réduire la vulnérabilité économique et sociale des personnes pauvres et souffrant d'insécurité alimentaire sur le long terme, les membres du G20 doivent impérativement encourager les gouvernements à la tête de populations vulnérables à investir dans des systèmes de protection sociale larges et ouverts. Pour atteindre cet objectif, des mesures telles que la protection sociale minimale ILO peuvent être mises en œuvre. Les membres qui ont mis en œuvre des approches de réduction de la faim qui ont porté leurs fruits, comme le Brésil, doivent exploiter et adapter leur expérience en introduisant une forme de protection sociale et un soutien à l'agriculture pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **3. Renforcer la résilience à long-terme des groupes marginalisés en investissant dans l'agriculture et les moyens de subsistance durables et à petite échelle**

La période 2007-2008 et les mois qui ont suivi ont été une opportunité manquée pour investir dans l'agriculture de petite échelle, les groupes marginaux comme les éleveurs et les pêcheurs, et les méthodes de production durable. La production alimentaire a connu un regain d'intérêt et de nouveaux investissements, mais la cohérence de la réponse passant par l'apport à court terme d'intrants agricoles et d'engrais chimiques aux agriculteurs les plus productifs a été remise en question dans un contexte de changement climatique et d'importance des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des petits agriculteurs.

L'investissement en faveur des petits agriculteurs et des groupes marginaux est indispensable pour réduire la faim et l'insécurité alimentaire sur le long terme. Selon certains chercheurs, 50% des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent sur de petites exploitations agricoles. Les éleveurs, les pêcheurs et les utilisateurs des forêts représentent 10% supplémentaires<sup>33</sup>. Les investissements en faveur de ces groupes peuvent augmenter la distribution de nourriture sur les marchés locaux, augmenter les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et mener vers un développement rural plus large<sup>34</sup>.

Les méthodes agricoles durables, l'agro-écologie et la gestion communautaire des ressources naturelles peuvent permettre de construire une résilience à plus long terme aux chocs externes<sup>35</sup>. Des interventions en faveur d'une agriculture prenant en compte les questions de nutrition, avec un accent sur la diversification agricole et la promotion des produits locaux à haute teneur nutritionnelle peuvent également grandement contribuer à la réduction et à la prévention de la sous-nutrition.

La réponse du G20 à la hausse des prix des aliments en 2011 doit aider les gouvernements des pays en voie de développement à investir dans des solutions à plus long terme afin d'améliorer durablement la productivité, la diversité agricole et l'accès aux marchés des petits exploitants agricoles, notamment des femmes. Il ne faut pas négliger non plus les communautés vulnérables de pêcheurs et d'éleveurs, et l'attention doit être entièrement portée sur les moyens de subsistance issus de l'agriculture.

*« Le G20 doit reconnaître le rôle central que jouent les interventions en termes d'agriculture et de sécurité alimentaire pour la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim et la malnutrition. »*

### **4. Accorder les interventions dans les domaines de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et appliquer une approche nutritionnelle aux programmes portant sur la sécurité alimentaire et l'agriculture**

Le G20 doit reconnaître le rôle central que jouent les interventions en termes d'agriculture et de sécurité alimentaire sur la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim et la malnutrition. Ses membres doivent ainsi s'engager plus largement envers des interventions dans les domaines de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Les politiques agricoles doivent être revues en fonction des résultats en termes de sécurité alimentaire et de nutrition (comme le G8 l'avait indiqué en 2010) et des indicateurs sur la productivité et la croissance économique, pour que les OMD 1 et 4 puissent être atteints.

Les interventions agricoles ciblées et adaptées peuvent grandement contribuer à la réduction de la malnutrition, et le G20 doit s'engager à l'utilisation systématique d'une approche nutritionnelle dans sa lutte contre les questions d'insécurité alimentaire. Une « réflexion saisonnière » dans le cadre du processus de planification de la sécurité alimentaire (prépositionnement de ressources nutritionnelles et sanitaires dans les mois précédents et contemporains à la période annuelle de famine) peut également soutenir considérablement la lutte contre la faim et la malnutrition.

### **5. Coordonner des initiatives au sein du système des Nations Unies et des organisations régionales**

Le « High Food Price Challenge » a montré que de nombreux bailleurs avaient, en 2007, en réponse à la hausse des prix des aliments, adopté une approche projet qui avait contourné les plans nationaux et ainsi mis à mal l'efficacité de l'aide. La révision des engagements des bailleurs sous l'Initiative Sécurité Alimentaire de l'Aquila montre que cette tendance a peut être été reprise, ajoutée à des opérations menées en dehors du système des Nations Unies.

Les Nations Unies est le seul système mondial de gouvernance pouvant garantir la représentation des pays les plus pauvres et une véritable coopération vis-à-vis du développement et de l'application d'investissements et de réglementations à échelle internationale. Le Comité Réformé sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CFS), réunissant des Etats, des organisations internationales et la société civile, est un forum indispensable pour une prise de décision multilatérale, légitime et ouverte sur les questions de sécurité alimentaire.

Le G20 doit veiller à ce que sa prise de décision et ses priorités d'investissements soient cohérentes avec le Cadre Mondial Stratégique du CFS et autres cadres applicables tels que le Cadre Détaillé d'Action sur la Sécurité alimentaire, le CAADP, les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et le cadre SUN. Le G20 doit également soutenir les organisations régionales, telles que la CEDEAO, qui ont établi des mécanismes pour réduire la faim au travers d'un soutien financier et technique.

## RÉFÉRENCES

- 1 Mousseau, F. (2010), *the High Food Price Challenge: A Review of Responses to Combat Hunger*, Oakland CA: Oakland Institute et UK Hunger Alliance
- 2 En raison de l'espace limité, ce document ne portera pas sur les facteurs structurels de la crise tels que les « biofuel mandates » [obligations en vertu desquelles chaque litre de carburant vendu doit contenir un pourcentage déterminé de biocarburants], la spéculation sur les denrées de base et le régime du commerce international, qui sont bien couverts par d'autres travaux. Voir par exemple Bailey, R. (2011), *Growing a Better Future*, Oxford: Oxfam International
- 3 Pour une étude sur la transmission des prix, voir Ivanic, I, Martin, W. and Zaman. H (2011), *Estimating the Short-Run Poverty Impacts of the 2010-11 Surge in Food Prices*, Washington DC: Banque Mondiale, Tierney, N. (2009), *Determining the Sensitivity of Poor Farmers in Central Niger to Changes in Global Food Prices in Relation to Local Production and Regional Price Movements*, Londres : SOAS University Msc Dissertation, Mousseau (2010), pp.7-10, et Keats, S. et al (2010), *Food Price Transmission: Rising International Cereal Prices and Domestic Markets*, Londres: ODI
- 4 OCDE-FAO (2011), *Agricultural Outlook 2011-2020*, Paris / Rome: OCDE-FAO
- 5 FAO Global Food Price Monitor, juin 2011
- 6 Ortiz, I., Chai, J., et Cummins, M. (2011), *Escalating Food Prices: The Threat to Poor Households and Policies to Safeguard a Recovery for All*, New York: UNICEF
- 7 Fonds international pour le Développement Agricole (2010), rapport sur la pauvreté rurale, Rome: FIDA
- 8 Brinkman et al (2009), *High Food Prices and the Global Financial Crisis Have Reduced Access to Nutritious Food and Worsened Nutritional Status and Health*, *The Journal of Nutrition*
- 9 Voir Devereux, S. (2009), *Seasonality and Social Protection in Africa*, University of Sussex: Institute for Development Studies, et Comité Permanent sur la Nutrition (2008), *The Impact of High Food Prices on Maternal and Child Nutrition*, Rome, 2008
- 10 Kumar, N. et Quisumbing, A. (2011), *Gendered Impacts of the 2007-08 Food Price Crisis: Evidence Using Panel Data from Rural Ethiopia*. Document de travail de l'IFPRI 01093, Washington DC., IFPRI, et Compton, J., Wiggins, S., et Keats S. (2010), *Impact of the Global Food Crisis on the Poor: What is the Evidence?*, Londres : ODI
- 11 Ces recherches sont les suivantes : Brinkman et al (2009), Compton et al (2010), et Ivanic, M. et Martin, W. (2008), *Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries*, Washington DC: Banque Mondiale
- 12 Brinkman et al, Sanogo, I., (2009), *The Global Food Price Crisis and Household Hunger: A Review of Recent Food Security Assessments, Humanitarian Exchange Magazine*, Londres: ODI, mars 2009
- 13 Yapp, J., Reyes, C., et Cuenca, S. (2009), *Impact of the Global Financial and Economic Crisis in the Philippines*, Manila: Philippines Institute for Development Studies, octobre 2009
- 14 Compton et al (2010), 12 études menées dans des pays en voie de développement ont montré qu'un quart des ménages a fait appel à un crédit ; des études ont montré que ce chiffre passait à la moitié des ménages au Burundi, au Cambodge, au Népal, dans les Philippines et au Yémen
- 15 Ibid
- 16 voir Cohen M.J. et Garrett J.L. (2009), *The Food Price Crisis and Urban Food (In)security*, Londres : IIED et UNFPA et nd Ramalingam, B, Proudlock K, et Mitchell J. (2008), *The Global Food Price Crisis: Lessons and Ideas for Relief Planners and Managers*, Londres ALNAP: Londres
- 17 Raihan S. (2009), *Impact of Food Price Rise on School Enrolment and Dropout in the Poor and Vulnerable Households in Selected Areas of Bangladesh*, Londres: DFID
- 18 Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Concern Worldwide, Welthungerhilfe (2010), Global Hunger Index: The Challenge of Hunger: Focus on the Crisis of Child Under-Nutrition, Washington DC.: IFPRI**
- 19 Tiwari S. et Zaman H. (2010), *the Impact of Economic Shocks on Global Undernourishment*, World Bank Policy Working Paper, Banque Mondiale : Washington DC
- 20 Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (2009), *State of Food Insecurity*, Rome: FAO
- 21 Ivanic et Martin (2008)
- 22 Banque Asiatique de Développement (2011), *Global Food Price Inflation and Developing Asia*, Mandaluyong City: ADB
- 23 Compton et al (2010)
- 24 Sulaiman, M., Parveen, M. et Dias N.C. (2009), *Impact of the Food Price Hike on Nutritional Status of Women and Children*, Dakar: BRAC Research and Evaluation Division, p.21
- 25 Ortiz et al (2011)
- 26 Ibid
- 27 Fonds Monétaire International (2008), *Food and Fuel Prices: Recent Developments – Macroeconomic Impact, and Policy Responses*, Washington DC: FMI, et OCDE (2008), *Rising Food Prices: Causes and Consequences*, Paris: OCDE
- 28 Groupe de 20 (2010), *Déclaration des dirigeants*, Séoul: G20
- 29 Groupe de 8 (2011), *rapprot de Deauville sur la Redevabilité*, France: G8
- 30 Programme Mondial de Sécurité Alimentaire et Agricole (2011), *Rapport financier*, Washington DC.: Banque Mondiale, 31 mai 2011
- 31 Compton et al (2010)
- 32 Déclaration des dirigeants du G8 (2010), Muskoka
- 33 *Projet du Millénaire de l'ONU (2005), Halving Hunger: It Can Be Done*, New York: Organisation des Nations Unies
- 34 Julian Quan (2010), *A Future for Small-Scale Farming*, Background Paper for the UK Government Foresight Project, Londres: Natural Resources Institute, University of Greenwich and the Montpellier Panel Report (2010), Africa and Europe: Partnerships for Agricultural Development, Londres: Imperial College
- 35 *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) (2008), Agriculture at a Cross Roads*, Washington DC.: Island Press

## NOTES

Les organisations faisant partie de la *UK Hunger Alliance* et qui contribuent à ce document d'orientation sont les suivantes :



Action contre la Faim lutte contre la faim chez les enfants. Cette association lutte pour sauver la vie d'enfants mal nourris tout en fournissant aux communautés un accès durable à l'eau potable et des solutions à long terme contre la famine.

CARE International travaille dans le monde entier pour réduire la pauvreté et les injustices en mettant un accent particulier sur les femmes, dans le but de créer des changements sociaux positifs et durables.

Concern Worldwide aide les personnes les plus pauvres des pays les plus pauvres à transformer leur existence. Cette association travaille avec les personnes qui ont besoin d'aide de toute urgence et les aide à lutter contre la pauvreté, la famine et les catastrophes.

Tearfund est une organisation chrétienne d'aide humanitaire et de développement qui travaille avec un réseau international d'églises locales pour lutter contre la pauvreté.

Save the Children travaille dans plus de 120 pays. Cette organisation sauve la vie d'enfants, en luttant pour leurs droits et en les aidant à réaliser leur potentiel.

World Vision est une association chrétienne d'aide humanitaire et de développement qui travaille avec les enfants, leurs familles et leurs communautés pour lutter contre la pauvreté et l'injustice dans 100 pays dans le monde

### Auteurs

Elena Gonzalez, Daphne Jayasinghe, Robin Willoughby

### Collaborateurs

Mary Atkinson, Constantino Casasbuena, Emily Cooper, Karl Deering, Natalie Duck, Samuel Hauenstein Swan, Jo Khinmaung, Iris Kriebber, Monique Mikhail, Miles Murray, Steven Myers, Leo Nalugon, Chris Pain, Cormac Stanton, Delphine Valette